

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'Economie Agricole et
Forestière

DECISION DU 2 MAI 2017

pour l'application du régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- Vu la directive n°92/43/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
- Vu la directive n°2009/147/CE du parlement européen et du conseil de l'union européenne du 30 novembre 2009 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
- Vu le code de l'environnement notamment ses articles L 414-4, R 414-21, R 414-23 et R 414-24 ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du 19 février 2015 portant nomination de monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 JUILLET 2004 portant désignation du site Natura 2000 FR4112003« MASSIF VOSGIEN» ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°22/2013/DDT du 25 janvier 2013 fixant la liste prévue au IV de l'article L414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

Vu l'arrêté n° 2015/1033 du 18 mai 2015 accordant délégation de signature à monsieur Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires ;

Vu la décision de subdélégation de signature du 1^{er} mars 2017 relative aux attributions de la direction départementale des territoires ;

Vu l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 reçues le 03 février 2017 et le complément cartographique reçu par message électronique le 3 avril 2017, établis par l'Office National des Forêts, Vosges Montagne, concernant un projet de création de routes forestières et de places de dépôt et de retournement, en forêt communale de la Bresse (parcelle n°2 et 3) et dans la propriété forestière privée appartenant à l'entreprise SIAT ;

Vu l'avis du service de l'Environnement et des Risques du 16 mars 2017 ;

Considérant que les opérations de création et de réfection de pistes et routes forestières sont susceptibles d'affecter de manière significative le site Natura 2000 FR4112003 « Massif Vosgien » et qu'il convient d'en évaluer les conséquences pour apprécier l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation dudit site Natura 2000 ;

Considérant que le milieu forestier dominant concerné par les 6 tronçons de l'aménagement est constitué principalement de la sapinière à luzule, et qu'on observe à proximité de la zone du projet, les habitats suivants d'intérêt communautaire: prairie paratourbeuse, tourbière à molinie, tourbières basses à carex canescens, les Glycérâies et les clairières forestières. Les habitats de tourbière et la prairie paratourbeuses ont une valeur patrimoniale forte mais qu'aucun de ces milieux n'est directement concerné par le projet.

Considérant que le projet se situe partiellement en ZPS « massif Vosgien » mais qu'aucun habitats et espèces ne sont présents dans une bande de 20 m autour du chantier.

Considérant l'Évaluation des Incidences Natura 2000, transmis par l'Office National des Forêts ;

DÉCIDE

Article 1

La commune de la Bresse et l'entreprise SIAT sont autorisés au titre de la présente réglementation à réaliser la route et la piste forestière de Fachepremont.

Le projet de desserte forestière est situé en forêt communale de LA BRESSE et dans la propriété forestière privée appartenant à l'entreprise SIAT. Il est composé de 6 tronçons qui utilise en grande partie des pistes existantes et, se situe en ZPS « Massif Vosgien » pour les parcelles forestières n°2 et 3 de LA BRESSE (tronçon 1).

Sous réserve du respect des mesures d'évitement mentionnées à l'article suivant, il apparaît que le projet de desserte forestière en forêt communale de LA BRESSE et en forêt privée appartenant à l'entreprise SIAT, n'aura pas d'effet significatif dommageable sur le maintien dans un bon état de conservation des espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation du site Natura 2000 FR4112003 « MASSIF VOSGIEN ».

Situation cadastrale du projet :

Commune	Références cadastrales	Décision
LA BRESSE	B401-398-402-407-408- 413-414-406-405	Création de pistes, de routes forestières et de places de dépôt
XONRUPT- LONGEMER	B592-397	Création de pistes, de routes forestières et de places de dépôt

Article 2

Les mesures d'évitement à mettre en œuvre dans le cadre de ce projet :

En phase chantier :

- le pétitionnaire doit avertir la DDT du commencement des travaux,
- Avant les travaux d'abatage, un repérage des arbres à cavités sera à réaliser, et le cas échéant, il faudra s'assurer de l'absence des 10 oiseaux justifiant le classement de la zone natura 2000.
- L'installation des zones de stockage des matériaux et des engins seront limités à l'emprise actuelle de la desserte, ou sur les futurs places de dépôt,
- Ne pas rejeter dans le milieu naturel les laitances de béton ou les eaux de lavage des engins divers,
- Ne pas générer de pollution du milieu par rejet d'huiles, hydrocarbures ou autres substances indésirables ni par rejet de terre de fines ou d'autre matières en suspension notamment dans les zones d'alimentation en eau des zones de tourbière,
- Les travaux de création des ouvrages seront réalisés en dehors des périodes de pluie, notamment les travaux de création des fossés, la mise en place des passages busés et des renvois d'eau de type fer ou type AC1, (ce dernier serait à privilégier car sans entretien), des filtres naturels (type botte de paille ou autre) et des bassins de rétention devront être mis en œuvre afin d'éviter toute pollution en aval.
- Les travaux seront à réaliser en dehors des périodes sensibles pour le grand TETRAS, rappel de la période sensible : du 1^{er} décembre au 30 juin.
- l'apport des matériaux sera issu de granite de carrière agréée, (calcaire proscrit), et avec absence de pollution végétale issue d'espèce invasive (à inscrire dans le cahier des charges des travaux),
- Assurer la remise en état des lieux après travaux.

En phase après chantier :

- la circulation sur ce projet de desserte forestière sera limitée uniquement à l'exploitation et à la gestion forestière, une barrière fermée devra assurer la fermeture de cette desserte forestière à tout autre usagé.
- Les travaux d'entretien des ouvrages seront réalisés en dehors des périodes sensibles pour le grand TETRAS.

- Tous les moyens devront être mis en œuvre en cas de pollution accidentelle sur le milieu par les engins liés à la gestion forestière (hydrocarbure, rupture de flexible ...)

Article 3 :

De nombreuses espèces animales et végétales sont présentes sur le secteur du projet. Le cas échéant, en cas de présence en phase travaux, il devra être mis en œuvre les mesures d'évitement et de réduction d'impact concernant les espèces présentes sur ces sites (si besoin, le service départemental de l'ONCFS pourra apporter des recommandations en la matière).

Les installations et ouvrages objets de la présente décision sont situés installés et exploités conformément aux plans et pièces du dossier de demande d'autorisation.

Article 4

La présente décision vaut au titre du régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000.

Elle ne préjuge pas de décisions qui pourraient intervenir dans le cadre d'autres réglementations.

Article 5 : Exécution

Monsieur le directeur départemental des territoires des Vosges, ainsi que les agents commissionnés et assermentés au titre de la protection de la nature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges. Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Maire de la commune de la BRESSE, à Monsieur le Directeur de l'Office National Vosges Montagne, et à Monsieur le chef du service départemental de l'ONCFS, à Monsieur le Directeur du Parc Naturel Régional des ballons des Vosges, et à l'inspecteur des sites DREAL GRAND- EST.

La Chef de Service


Olivier BRAUD

Fait à Épinal, le

2 MAI 2017

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 148/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 189/2010/DDT du 12 juillet 2010
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100175 « Mines de Mairelles, de Château-Lambert,
réseau Jean Antoine, secteur Le Thillot »
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 «Mines de Mairelles, de Château-Lambert, réseau Jean Antoine, secteur Le Thillot» en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°189/2010/DDT du 12 juillet 2010 portant composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100175 « Mines de Mairelles, de Château-Lambert, réseau Jean Antoine, secteur Le Thillot » ;

VU l'arrêté préfectoral n°1601/2012 du 12 octobre 2012 portant création de la Communauté de communes des Ballons des Hautes Vosges;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Mines de Mairelles, de Château-Lambert, réseau Jean Antoine, secteur Le Thillot» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes des Ballons des Hautes Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100175 « Mines de Mairelles, de Château-Lambert, réseau Jean Antoine, secteur Le Thillot » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°189/2010/DDT du 12 juillet 2010. Cette nouvelle composition comprenant 29 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(5 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Ballons des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant de la commune du Thillot,
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (19 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la Société d'Étude et de Sauvegarde des Anciennes Mines ou son suppléant,
- un représentant de la régie municipale des Hautes-Mynes ou son suppléant
- un représentant de la Maison de la Nature des Vosges Saônoises,
- un représentant de la commission de protection des eaux, du patrimoine, de l'environnement, du sous-sol et des chiroptères.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 5 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- la directrice régionale des affaires culturelles Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°189/2010/DDT du 12 juillet 2010 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAIVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 149/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 136/2010/DDT du 12 juillet 2010
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100190 « Forêts et étangs du Bambois »
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 «Forêts et étangs du Bambois » en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°136/2010/DDT du 12 juillet 2010 portant composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100190 « Forêts et étangs du Bambois » ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Forêts et étangs du Bambois» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes des Hautes Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100190 « Forêts et étangs du Bambois » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°136/2010/DDT du 12 juillet 2010. Cette nouvelle composition comprenant 26 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(5 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant de la commune de Saulxures-sur-Moselotte,
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (17 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'office du Tourisme de Saulxures sur Moselotte ou son suppléant,
- un représentant de la fédération des Vosges pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son suppléant.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°136/2010/DDT du 12 juillet 2010 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 150/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 490/2009 du 12 février 2009
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100196 « Massif du Grand Ventron »
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 «Massif du Grand Ventron» en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°490/2009 du 12 février 2009 portant constitution du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100196 « Massif du Grand Ventron » ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Massif du Grand Ventron» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes des Hautes Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100196 « Massif du Grand Ventron » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°490/2009 du 12 février 2009. Cette nouvelle composition comprenant 32 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(6 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant des communes suivantes :
 - Cornimont
 - Ventron
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (22 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- Messieurs Étienne VALENTIN, Laurent OMARINI et Alain LEMAIRE, propriétaires privés ou leurs suppléants,
- un représentant des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPMA) de Ventron et Cornimont ou son suppléant,
- un représentant du Syndicat des Accompagnateurs en Moyenne Montagne, section Vosges, ou son suppléant,
- un représentant de l'association Groupe Tétras Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'Association Équilibre Développement Massif Vosgien ou son suppléant,

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°490/2009 du 12 février 2009 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le 16 MAI 2017

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 151/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 491/2009 du 12 février 2009
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100199 « Massif de Saint-Maurice et Bussang »
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mai 2009 portant désignation du site Natura 2000 «Massif de Saint-Maurice et Bussang » en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°491/2009 du 12 février 2009 portant constitution du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100199 « Massif de Saint-Maurice et Bussang » ;

VU l'arrêté préfectoral n°1601/2012 du 12 octobre 2012 modifié portant création de la Communauté de communes des Ballons des Hautes Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Massif de Saint-Maurice et Bussang » suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes des Hautes Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100199 « Massif de Saint-Maurice et Bussang » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°491/2009 du 12 février 2009. Cette nouvelle composition comprenant 36 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(7 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Ballons des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant des communes suivantes :
 - Bussang
 - Saint Maurice sur Moselle
 - Fresse sur Moselle
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (25 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la chambre d'agriculture des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association pour l'Equilibre et le Développement du Massif Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la station de ski de la Bouloie ou son suppléant,
- un représentant de la station de ski du Rouge Gazon ou son suppléant,
- un représentant du Centre Hippique du Ballon d'Alsce ou son suppléant,
- un représentant du Foyer Vosges Ski Nordique ou son suppléant,
- un représentant du GAEC du Vergis ou son suppléant,
- un représentant du Groupe Tetras Vosges ou son suppléant,
- un représentant du Groupement d'Intérêt Cynégétique des Hautes Vallées Moselle-Moselotte ou son suppléant,
- un représentant du Syndicat des Accompagnateurs en Moyenne Montagne, section Vosges, ou son suppléant,

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°491/2009 du 12 février 2009 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 152/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 492/2009 du 12 février 2009
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100203 « Chaumes du Hohneck, Kastelberg,
Rainkopf et Charlemagne»
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 «Chaumes du Hohneck, Kastelberg, Rainkopf et Charlemagne » en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°492/2009 du 12 février 2009 portant constitution du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100203 « Chaumes du Hohneck, Kastelberg, Rainkopf et Charlemagne » ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Chaumes du Hohneck, Kastelberg, Rainkopf et Charlemagne» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes des Hautes Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100203 « Chaumes du Hohneck, Kastelberg, Rainkopf et Charlemagne » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°492/2009 du 12 février 2009. Cette nouvelle composition comprenant 32 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés **(6 membres)**

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant des communes suivantes :
 - La Bresse
 - Xonrupt Longemer
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (22 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la chambre d'agriculture des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association pour l'Equilibre et le Développement du Massif Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de l'Hôtel restaurant du sommet du Hohneck ou son suppléant,
- un représentant de la Fédération Française de Ski, Comité Régional Massif des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la ferme Neff (Schmargult),
- un représentant du groupe Rémy Loisirs ou son suppléant,
- un représentant du Syndicat des Accompagnateurs en Moyenne Montagne, section Vosges, ou son suppléant.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°492/2009 du 12 février 2009 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 153/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 493/2009 du 12 février 2009
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100204 « Secteur Tanet-Gazon du Faing»
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 «Secteur Tanet-Gazon du Faing» en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°493/2009 du 12 février 2009 portant constitution du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100204 « Secteur Tanet-Gazon du Faing » ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2804/2016 du 14 décembre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Secteur Tanet-Gazon du Faing» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes des Hautes Vosges et de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100204 « Secteur Tanet-Gazon du Faing » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°493/2009 du 12 février 2009. Cette nouvelle composition comprenant 32 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(7 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant des communes suivantes :
 - Plainfaing
 - Le valtin
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (21 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la chambre d'agriculture des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association pour l'Equilibre et le Développement du Massif Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de l'auberge du Gazon du Faing ou son suppléant,
- un représentant des propriétaires de l'indivision de la forêt des Hospices de Nancy ou son suppléant,
- un représentant du Groupe Tetras Vosges ou son suppléant,
- un représentant du Groupement Forestier de Beluire ou son suppléant.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°493/2009 du 12 février 2009 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUX

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 154/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 489/2009 du 12 février 2009
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100206 « Tourbière de Machais et cirque de
Blanchemer»
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 «Tourbière de Machais et cirque de Blanchemer» en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°489/2009 du 12 février 2009 portant constitution du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100206 «Tourbière de Machais et cirque de Blanchemer» ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Tourbière de Machais et cirque de Blanchemer » suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes « Communauté de communes des Hautes Vosges » ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100206 « Tourbière de Machais et cirque de Blanchemer » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°489/2009 du 12 février 2009. Cette nouvelle composition comprenant 28 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(5 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant de la commune de la La Bresse
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (19 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association pour l'Equilibre et le Développement du Massif Vosgien ou son suppléant,
- un représentant du Groupe Tetras Vosges ou son suppléant,
- un représentant du Groupement d'Intérêt Cynégétique des Hautes Vallées Moselle-Moselotte ou son suppléant,
- un représentant du Syndicat des Accompagnateurs en Moyenne Montagne, section Vosges, ou son suppléant.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°489/2009 du 12 février 2009 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 155/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 1076/2009 du 15 septembre 2009
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100239 « Vallée de la Meurthe du Collet de la
Schlucht au Rudlin»
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 « Vallée de la Meurthe du Collet de la Schlucht au Rudlin » en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°1076/2009 du 15 septembre 2009 portant désignation du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100239 « Vallée de la Meurthe du Collet de la Schlucht au Rudlin » ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2804/2016 du 14 décembre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Vallée de la Meurthe du Collet de la Schlucht au Rudlin » suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est, de la communauté de communes des Hautes Vosges et de la communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100239 « Vallée de la Meurthe du Collet de la Schlucht au Rudlin » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°1076/2009 du 15 septembre 2009. Cette nouvelle composition comprenant 34 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(7 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant des communes suivantes :
 - Le Valtin
 - Plainfaing
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (23 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la chambre d'agriculture des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'Association Vosges en Marche ou son suppléant,
- un représentant de la commission de protection des eaux, du patrimoine, de l'environnement, du sous-sol et des chiroptères
- un représentant de la confédération paysanne ou son suppléant,
- un représentant de la coordination rurale ou son suppléant,
- un représentant de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la fédération des Vosges pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son suppléant,
- un représentant des jeunes agriculteurs des Vosges ou son suppléant.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°1076/2009 du 15 septembre 2009 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUX

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 156/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 138/2010/DDT du 12 juillet 2010
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100243 « Ruisseau et tourbière de Belbriette»
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 «Ruisseau et tourbière de Belbriette » en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°138/2010/DDT du 12 juillet 2010 portant composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100243 « Ruisseau et tourbière de Belbriette » ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Ruisseau et tourbière de Belbriette» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté de communes des Hautes Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100243 « Ruisseau et tourbière de Belbriette » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°138/2010/DDT du 12 juillet 2010. Cette nouvelle composition comprenant 27 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(5 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté de communes des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant de la commune de Xonrupt Longemer,
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (18 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la chambre d'agriculture des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'office du tourisme de Xonrupt-Longemer ou son suppléant
- un représentant de la fédération des Vosges pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son suppléant.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°138/2010/DDT du 12 juillet 2010 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUX

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 157/2017/DDT DU 16 MAI 2017

**portant modification de l'arrêté 139/2010/DDT du 12 juillet 2010
désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document
d'objectifs du site Natura 2000 FR4100246 « Gîtes à chiroptères autour de Saint-Dié»
(Zone Spéciale de Conservation)**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français la directive susvisée ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mai 2009 portant désignation du site Natura 2000 «Gîtes à chiroptères autour de Saint-Dié» en Zone Spéciale de Conservation (directive habitats faune flore) ;

VU l'arrêté préfectoral n°139/2010/DDT du 12 juillet 2010 portant composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100246 « Gîtes à chiroptères autour de Saint-Dié » ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2804/2016 du 14 décembre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 « Gîtes à chiroptères autour de Saint-Dié» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est et de la communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4100246 « Gîtes à chiroptères autour de Saint-Dié » (Zone Spéciale de Conservation) définie par l'arrêté préfectoral n°139/2010/DDT du 12 juillet 2010. Cette nouvelle composition comprenant 31 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

(9 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant des communes suivantes :
 - Ban de Laveline
 - La Croix aux Mines
 - Saint Dié des Vosges
 - Saint Léonard
 - Senones
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (18 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,
- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'Association de sauvegarde des Mines d'Argent de la Croix au Mines ou son suppléant,
- un représentant de la commission de protection des eaux, du patrimoine, de l'environnement, du sous-sol et des chiroptères
- un représentant du Groupe de Recherches sur le Patrimoine et l'Identité Culturelle de la Région de Saint-Dié-des-Vosges ou son suppléant.

Représentants de l'État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d'un règlement intérieur établi en application de l'article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre.

À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges.

Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d'élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n°139/2010/DDT du 12 juillet 2010 susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUX

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 158/2017/DDT DU 16 MAI 2017

portant modification de l'arrêté n°632/06 du 8 juin 2006 modifié désignant le comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4112003 « ZPS Massif Vosgien» (Zone de Protection Spéciale)

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- VU la directive (CEE) n°92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- VU la directive n°2009/147/CE du parlement européen et du conseil de l'union européenne du 30 novembre 2009 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages (Directive qui a abrogé la directive n°79/409/CEE du conseil des communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages) ;
- VU l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 transposant en droit français les directives n°79/409/CEE du 2 avril 1979 et n°92-43 du 21 mai 1992 susvisées ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L414-1, L414-2, R414-8 à R414-8-6 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4111-1 ;
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- VU la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- VU la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 février 2015 portant nomination de M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges ;

VU le décret n°2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juillet 2004 portant désignation du site Natura 2000 «ZPS Massif Vosgien » en Zone de Protection Spéciale (directive oiseaux) ;

VU l'arrêté préfectoral n°632/06 du 8 juin 2006 modifié (arrêtés modificatifs n°3598/2006 du 26 octobre 2006 et n° 245/2007 du 16 janvier 2007) portant désignation du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4112003 « ZPS Massif Vosgien » ;

VU l'arrêté préfectoral n°1371/2006 du 10 août 2006 modifié portant création de la Communauté de communes de la région de Rambervillers ;

VU l'arrêté préfectoral n°1601/2012 du 12 octobre 2012 modifié portant création de la Communauté de communes des Ballons des Hautes Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°1251/2013 du 27 mai 2013 modifié portant création de la Communauté de communes de Bruyères Vallons des Vosges (anciennement dénommée Vologne-Durbion lors de sa création) ;

VU l'arrêté préfectoral n°540/2016 du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2640/2016 du 21 novembre 2016 portant création de la Communauté de communes de la porte des Vosges méridionales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2804/2016 du 14 décembre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n°2809/2016 du 15 décembre 2016 portant création de la Communauté de communes des Hautes Vosges ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 «ZPS Massif Vosgien» suite à la nouvelle organisation du territoire de la république, notamment suite à la création de la région Grand Est, de la communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges, et des communautés de communes « Ballon des hautes Vosges », « Hautes Vosges », « Bruyères Vallons des Vosges », « Porte des Vosges méridionales » et « Région de Rambervillers » ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

Le présent arrêté modifie la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR4112003 «ZPS Massif Vosgien » (Zone de Protection Spéciale) définie par l'arrêté préfectoral n°632/06 du 8 juin 2006 modifié sus-visé. Cette nouvelle composition comprenant 132 membres est fixée comme suit.

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés
(94 membres)

- un représentant élu du conseil régional Grand-Est ou son suppléant,
- un représentant élu du conseil départemental des Vosges ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant, de la Communauté d'Agglomération de Saint Dié des Vosges ;
- un représentant élu ou son suppléant des communautés de communes suivantes :
 - Communauté de communes des Ballons des Hautes Vosges ;
 - Communauté de communes des Hautes Vosges ;
 - Communauté de communes de Bruyères Vallons des Vosges ;
 - Communauté de communes de la porte des Vosges méridionales ;
 - Communauté de communes de la région de Rambervillers ;
- un représentant élu ou son suppléant des communes suivantes :
 - Allarmont, Arrentès-de-Corcieux, Autrey, Ban-de-Laveline, Ban-de-Sapt, Ban-sur-Meurthe-Clefcy, Barbey-Seroux, Basse-sur-le-Rupt, Beauménil, Biffontaine, Bois-de-Champ, La Bourgonce, La Bresse, Bruyères, Bussang, Celles-sur-Plaine, Champdray, La Chapelle-devant-Bruyères, Cleurie, Cornimont, La Croix-aux-Mines, Domfaing, Dommartin-lès-Remiremont, Etival-Clairefontaine, Fays, Ferdrupt, La Forge, Fraize, Fresse-sur-Moselle, Gemaingoutte, Gérardmer, Gerbamont, Gerbépal, Girmont-Val-d'Ajol, Granges-Aumontzey, Herpeltmont, Housseras, La Houssière, Jeanménil, Jussarupt, Laveline-devant-Bruyères, Lépanges-sur-Vologne, Liézey, Lubine, Lusse, Luvigny, Le Ménil, Mortagne, Moussey, Moyenmoutier, Nayemont-les-Fosses, La Petite-Raon, Plainfaing, Ramonchamp, Raon-l'Etape, Remiremont, Rochesson, Les Rouges-Eaux, Rupt-sur-Moselle, Saint-Amé, Saint-Benoît-la-Chipotte, Saint-Dié-des-Vosges, Saint-Etienne-lès-Remiremont, Saint-Léonard, Saint-Maurice-sur-Moselle, Saint-Michel-sur-Meurthe, Saint-Rémy, Sapois, Le Saulcy, Saulxures-sur-Moselotte, Senones, Le Syndicat, Tendon, Thiéfosse, Le Thillot, Le Tholy, Vagney, Le Val-d'Ajol, Le Valtin, Vecoux, Ventron, Vexaincourt, Vienville, Wisembach, Xonrupt-Longemer.
- un représentant élu du parc naturel régional des Ballons des Vosges ou son suppléant.

Représentants des organismes socioprofessionnels, des associations et des usagers ou ayants droit du site (34 membres)

- un représentant du centre régional de la propriété forestière Alsace-Lorraine ou son suppléant,
- un représentant du syndicat des forestiers privés des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de l'association des communes forestières Vosgienne ou son suppléant,
- un représentant de l'agence Vosges montagne de l'office national des forêts ou son suppléant,
- un représentant de l'association Oiseaux-nature ou son suppléant,
- un représentant de l'association Floraine ou son suppléant,
- un représentant du club Vosgien ou son suppléant,
- un représentant de la société Lorraine d'entomologie ou son suppléant,
- un représentant du conservatoire d'espaces naturels de Lorraine ou son suppléant,
- un représentant de la fédération française de randonnée ou son représentant.
- un représentant de la fédération départementale des chasseurs des Vosges ou son suppléant,
- un représentant du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son suppléant,
- un représentant de l'agence française de la biodiversité ou son suppléant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son suppléant,

- un représentant du comité départemental du tourisme des Vosges ou son suppléant,
- un représentant de la fédération des Vosges pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son suppléant,
- un représentant du Groupe Tetras Vosges ou son suppléant,
- un représentant du Syndicat des Accompagnateurs en Moyenne Montagne, section Vosges, ou son suppléant,
- un représentant du Centre Permanent d’Initiatives pour l’Environnement des Hautes Vosges ou son suppléant,
- un représentant du Comité Départemental Olympique et Sportif ou son suppléant,
- un représentant élu ou son suppléant des communes non situées dans la ZPS Massif Vosgien mais qui sont propriétaires forestières sur le territoire des communes situées dans la ZPS Massif Vosgien :
 - Anould
 - Aydoille
 - Belmont-sur-Buttant
 - Corravillers
 - Dompierre
 - Fiménil
 - Grandvillers
 - La Neuveville-devant-Lépanges
 - La Rosière
 - La Salle
 - Les Poulières
 - Nompatelize
 - Rambervillers
 - Viménil

Représentants de l’État (à titre consultatif – 4 membres)

- le préfet des Vosges ou son représentant,
- la directrice régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement du Grand-Est ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires des Vosges ou son représentant,
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges ou son représentant.

Par ailleurs, le Comité de Pilotage peut entendre toute personne dont il estime l’audition utile. Sauf décision contraire prise dans le cadre d’un règlement intérieur établi en application de l’article 3 du présent arrêté, les séances du Comité de Pilotage sont ouvertes au public.

Article 2

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du Comité de Pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l’élaboration du document d’objectifs (DOCOB) et du suivi de sa mise en œuvre. À défaut, la présidence du Comité de Pilotage est assurée par le préfet des Vosges. Ces désignations interviennent dans un premier temps pour la durée d’élaboration du DOCOB puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 3

Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 4

L'arrêté préfectoral n° 632/06 du 8 juin 2006 modifié susvisé est abrogé.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le **16 MAI 2017**

Le Préfet,



Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



PREFET DES VOSGES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service d'Appui Technique et de Sécurité
Routière

**Arrêté n° 203 / 2017 du 12 mai 2017
portant autorisation d'installation d'enseignes**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 581-18, L 581-21, R 581-9 à R 581-13, R 581-16 et R 581-58 à 581-65 ;

Vu le décret du 19 février 2015 nommant M. Jean Pierre CAZENAVE-LACROUTS préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 8 avril 2015 nommant M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires des Vosges ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-1033 en date du 18 mai 2015 portant délégation de signature à M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires ;

Vu la décision de subdélégation de signature du 11 octobre 2016 relative aux attributions de la direction départementale des territoires donnée par M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires des Vosges, à M. Jean-Marc BARNABE, chef du Service d'Appui Technique et de Sécurité Routière ;

Vu la demande d'autorisation préalable concernant l'installation d'une enseigne sur la façade d'un bâtiment situé 65 rue du Général Leclerc à Mirecourt réceptionnée à la Direction Départementale des Territoires le 27 mars 2017 et enregistrée sous le n° AP 088 304 17 0022, présentée par la société Mirecourt Optique.

Vu que le projet est situé dans le périmètre du site patrimonial remarquable de Mirecourt ;

Vu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 21 avril 2017 assorti de prescriptions afin de répondre au règlement du Site Patrimonial Remarquable ;

Considérant que l'installation de cette enseigne est conforme aux dispositions réglementaires

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête

Article 1^{er} - L'autorisation d'installer l'enseigne, objet de la demande susvisée, est accordée et assortie des prescriptions suivantes :

- l'applique sur entretoises est proscrite. L'enseigne bandeau devra être en lettres découpées directement appliquée sur le bandeau de la devanture en veillant à ne pas altérer les moulures.

- la taille de l'enseigne sera réduite afin de loger dans le cadre central.

Article 2 - Le directeur départemental des territoires est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Fait à Épinal, le 12 mai 2017

Pour le Préfet et par délégation

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Le chef du service SATSR

Jean-Marc BARNABE

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



PREFET DES VOSGES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service d'Appui Technique et de Sécurité
Routière

**Arrêté n° 204 / 2017 du 12 mai 2017
portant refus d'installation d'enseigne**

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 581-18, L 581-21, R 581-9 à R 581-13, R 581-16 et R 581-58 à 581-65 ;

Vu le décret du 19 février 2015 nommant M. Jean Pierre CAZENAVE-LACROUTS préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 8 avril 2015 nommant M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires des Vosges ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-1033 en date du 18 mai 2015 portant délégation de signature à M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires ;

Vu la décision de subdélégation de signature du 11 octobre 2016 relative aux attributions de la direction départementale des territoires donnée par M. Yann DACQUAY, directeur départemental des territoires des Vosges, à M. Jean-Marc BARNABE, chef du Service d'Appui Technique et de Sécurité Routière ;

Vu la demande d'autorisation préalable concernant l'installation d'une enseigne drapeau sur un bâtiment situé 65 rue du Général Leclerc à Mirecourt réceptionnée à la Direction Départementale des Territoires le 27 mars 2017 et enregistrée sous le n° AP 088 304 17 0022, présentée par la société Mirecourt Optique.

Vu que le projet est situé dans le périmètre du site patrimonial remarquable de Mirecourt ;

Vu l'opposition de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 21 avril 2017 ;

Vu que le projet est de nature à porter atteinte au Site Patrimonial Remarquable ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête

Article 1^{er} - L'autorisation d'installer l'enseigne drapeau, objet de la demande susvisée, est refusée ;

Article 2 - Le directeur départemental des territoires est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Fait à Épinal, le 12 mai 2017

Pour le Préfet et par délégation

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical line that loops around itself to form an oval shape, with a horizontal line crossing through the middle of the oval.

Le chef du service SATSR

Jean-Marc BARNABE

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES VOSGES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'Économie Agricole et
Forestière

**Arrêté n° 207/2017/DDT du 15 mai 2017
prononçant l'application du régime forestier
sur le territoire de la commune de BRECHAINVILLE**

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu les articles L211.1 , L214.3 et R214.6 à R214.9 du code forestier ;
- Vu le décret n° 2012-509 du 18 avril 2012 pris en application de l'article 59-1 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 19 février 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté n° 2015-1033 du 18 mai 2015 portant délégation de signature à Monsieur Yann DACQUAY, Directeur Départemental des Territoires des Vosges ;
- Vu la décision en date du 1 mars 2017 portant subdélégation de signature du Directeur Départemental des Territoires à Monsieur Olivier BRAUD, Chef du Service de l'Économie Agricole et Forestière ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de BRECHAINVILLE en date du 28 février 2017 demandant une application du régime forestier sur des parcelles cadastrales sur le territoire communal de BRECHAINVILLE;
- Vu le plan des lieux ;
- Vu le rapport du chargé de gestion foncière de l'Office National des Forêts Vosges-Ouest en date du 5 mai 2017 ;
- Vu l'avis favorable du Directeur Départemental des Territoires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} - Il est fait application du régime forestier de 27 ha 42 a 45 ca aux parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Personne morale Propriétaire	Désignations cadastrales				
	Territoire communal	Section	N° de parcelle	Lieudit	Contenance (ha)
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE	ZB	23	Hadenaboucha	0,2660
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE	ZC	35	Sur le Morchien	0,4225
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		37		0,2299
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		38		3,6390
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		40		0,1992
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		41		0,1877
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		44		0,5439
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		52		0,1317
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		60		0,4477
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		67		0,3762
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		71		0,1238
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		72		0,1360
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		74		1,0481
Commune de BRECHAINVILLE	BRECHAINVILLE		76		19,6728

Article 2 - La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de la commune de BRECHAINVILLE et le Directeur de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Épinal, le 15 mai 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des
Territoires,
Le Chef du Service de l'Economie
Agricole et Forestière,


OLIVIER BRAUD

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité, nature et paysage

ARRÊTÉ N° 197/2017/DDT DU 17 MAI 2017
fixant le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux
à prélever annuellement au plan de chasse pour le département des Vosges
Campagne de chasse 2017/2018

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite.

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L120-1 et R425-2.
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements.
- VU** le décret du président de la république du 19 février 2015 portant nomination de monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS en qualité de préfet des Vosges,
- VU** l'arrêté préfectoral n°464/2013/DDT du 26 juillet 2013 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique,
- VU** l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa séance du 7 avril 2017,
- VU** l'absence d'avis exprimé lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 12 avril au 3 mai 2017 inclus,
- CONSIDÉRANT** qu'à l'analyse des résultats de la campagne de chasse 2016/2017, il s'avère nécessaire, pour maintenir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, de fixer pour la campagne cynégétique 2017/2018 les attributions des espèces soumises à plan de chasse ci-dessous.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er – Pour la campagne de chasse 2017/2018, le nombre minimum et le nombre maximum des animaux soumis à plan de chasse à prélever annuellement pour le département des Vosges sont fixés comme suit :

Espèce	Mouflon	Cerf	Chevreuril	Daim	Chamois
Minimum	0	1 446	8 477	0	102
Maximum	30	2 418	12 119	40	161

Le nombre minimum et le nombre maximum des animaux soumis à plan de chasse à prélever annuellement par unité de gestion (massif cynégétique) sont fixés comme suit :

	Cerf		Chevreuil		Chamois	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi	Mini	Maxi
Massif 1	8	14	1 141	1 630	/	/
Massif 2	6	11	623	891	/	/
Massif 3	27	45	793	1 133	/	/
Massif 4	17	29	491	702	/	/
Massif 5	112	187	957	1 368	/	/
Massif 6	9	15	404	578	1	3
Massif 7	16	27	326	467	/	/
Massif 8	365	609	683	977	/	/
Massif 9	35	59	650	929	/	/
Massif 10	164	275	693	990	/	/
Massif 11	174	291	399	570	/	/
Massif 12	318	531	550	787	35	55
Massif 13	195	325	767	1 097	66	103

Article 2 – La secrétaire générale de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le 17 MAI 2017

Le préfet,


Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUX

Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'environnement et des risques
Bureau biodiversité nature et paysage

ARRÊTÉ N°198/2017/DDT DU 17 MAI 2017
relatif au plan de chasse du grand gibier, et aux plans de gestion du sanglier et du petit gibier,
portant ouverture et clôture de la chasse dans le département des Vosges

Campagne 2017/2018

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite.

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L120-1, L420-3, L424-1 à L424-15, L425-6 à L425-15, R424-1 à R424-22, R425-1 à R425-13 et R425-18 à R425-20,
- VU la loi n°2000-698 du 26 juillet 2000 relative à la chasse,
- VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux,
- VU la loi n°2008-1545 du 31 décembre 2008 pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse,
- VU la loi n°2012-325 du 7 mars 2012 portant diverses dispositions d'ordre cynégétique,
- VU le décret n°89-505 du 19 juillet 1989 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse,
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- VU le décret n°2007-533 du 6 avril 2007 relatif aux sanctions pénales en matière de chasse, complétant le code de procédure pénale et modifiant le code de l'environnement,
- VU le décret du 19 février 2015 nommant monsieur Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS préfet des Vosges,
- VU l'arrêté ministériel du 16 février 1965 relatif à la taxe applicable aux bénéficiaires de plans de chasse et à l'indemnisation des dégâts de gibier,
- VU l'arrêté ministériel du 18 mars 1982 modifié relatif à l'exercice de la vénerie,
- VU l'arrêté ministériel du 1^{er} août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse,
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée,
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse,
- VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2003 modifié relatif à l'usage des appeaux et appelants pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles,
- VU l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau,
- VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau,
- VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier,
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2011 relatif au prélèvement maximal autorisé de la bécasse des bois,
- VU l'arrêté ministériel du 13 janvier 2012 relatif à la chasse en temps de neige d'oiseaux issus d'élevage des espèces perdrix grise, perdrix rouge, faisan de chasse,
- VU l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 relatif à la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier en France métropolitaine,

- VU l'arrêté préfectoral n°464/2013/DDT du 26 juillet 2013 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique,
- VU l'arrêté préfectoral n°197/2017/DDT fixant le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever annuellement au plan de chasse pour le département des Vosges Campagne de chasse 2017-2018,
- VU les demandes individuelles de plan de chasse présentées pour la campagne de chasse 2017/2018,
- VU le plan de gestion cynégétique relatif au petit gibier (version du 18 avril 2016) établi par la fédération départementale des chasseurs des Vosges,
- VU les avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans ses séances du 7 avril et 2 mai 2017,
- VU les avis exprimés lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 12 avril au 3 mai 2017 inclus, ainsi que leur synthèse et les motifs de la décision,
- VU les propositions de la direction départementale des territoires,
- CONSIDÉRANT** que pour définir la répartition des prélèvements et déterminer les nombres maxima et minima d'animaux à prélever pour chaque espèce et pour chaque plan, il est tenu compte de la superficie du territoire concerné et de la densité des populations estimées afin d'assurer l'équilibre agro-sylvo-cynégétique du secteur concerné,
- CONSIDÉRANT** les modes de gestion cynégétique inadaptés mis en œuvre par certains détenteurs de plans de gestion sanglier et les densités de populations de sangliers qui en découlent,
- CONSIDÉRANT** l'incompatibilité de l'artificialisation de certains territoires de chasse avec les intérêts économiques et environnementaux,
- CONSIDÉRANT** le rôle déterminant des zones de tranquillité et (ou) de réserve mise en œuvre par certains détenteurs de droit de chasse favorisant le maintien et le développement de populations pléthoriques,
- CONSIDÉRANT** les volumes des dégâts aux cultures occasionnés par les sangliers et le montant global des indemnisations qui en découle,
- CONSIDÉRANT** la difficulté de réduire la population de sangliers autrement qu'en battue,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les arrêtés individuels de plan de chasse grand gibier fixent par territoire de chasse et par espèce, un nombre d'animaux minima et maxima que le détenteur du droit de chasse est autorisé à prélever.

Article 2 : Tout bénéficiaire d'un plan de chasse grand gibier et (ou) d'un plan de gestion sanglier dans le département des Vosges, est tenu de se conformer aux obligations suivantes pour le tir de chaque espèce :

- tout animal tué sera muni sur les lieux mêmes de sa capture et avant tout transport, d'un dispositif de marquage conformément au numéro de bracelet mentionné dans l'arrêté de plan de chasse individuel à la diligence et sous la responsabilité du bénéficiaire du plan de chasse individuel et (ou) du plan de gestion sanglier,
- en cas de partage de la venaison et en période d'ouverture de l'espèce concernée, le transport d'une partie du gibier mort soumis au plan de chasse et (ou) au plan de gestion sanglier est autorisé sans formalité pour les titulaires d'un permis de chasse valide. Hors de cette situation, y compris lors de transports en vue d'opération de taxidermie, la nécessité d'un ticket de transport persiste. Tout animal ou partie d'animal destiné à la naturalisation doit être accompagné du dispositif de marquage ou de l'attestation jusqu'à l'achèvement de la naturalisation (article R425-11 du ccde de l'environnement).

Article 3 : Tout détenteur d'un plan de chasse grand gibier et (ou) plan de gestion sanglier devra s'acquitter du montant de la cotisation fédérale prévue pour ces espèces, telle qu'elle a été fixée par l'assemblée générale de la fédération départementale des chasseurs des Vosges (FDCV) dans sa séance du 29 avril 2017.

Article 4 – Constat de tir : cerf et chamois

Il est fait obligation à chaque détenteur d'un plan de chasse et pour chaque animal tué :

1) Pour tout le département sauf dispositions particulières applicables au sous-massif 10A et énumérées dans le paragraphe 2 :

- Obligation de présenter dans les 48 heures « la tête non dépouillée » accompagnée du bracelet de plan de chasse ou de sa languette détachable ou d'un ticket de transport à un agent de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) ou de l'office national des forêts (ONF) ou à un lieutenant de louveterie autorisé par arrêté préfectoral, qui remplira l'imprimé « constat de tir ».
- Après constat, l'oreille droite de l'animal devra être marquée d'une fente d'au moins 3 cm pratiquée d'un coup de couteau dans le sens longitudinal par l'agent contrôleur. Si le tireur déclare sur son constat de tir que l'animal sera naturalisé, l'agent contrôleur ne le marquera pas et en fera mention sur le constat. Dans ce cas, les animaux naturalisés mâles ou femelles devront être obligatoirement présentés à l'exposition visée à l'article 6 du présent arrêté.
- L'agent qui a rempli le constat de tir en remettra un exemplaire au bénéficiaire du plan, à l'ONCFS et à l'ONF.

2) Dispositions particulières pour le sous-massif 10A exclusivement :

- Obligation de présenter dans les 48 heures pour les trois catégories de l'espèce cerf (cerf mâle, biche et faon), l'animal entier dans sa peau à un agent de l'ONF ou au lieutenant de louveterie territorialement compétent.

Ces dispositions particulières résultent du protocole mis en place dans le cadre de l'observatoire du massif du Donon pour les quatre départements concernés.

Article 5 – Déclaration de tir : toutes espèces soumises à plan de chasse ou plan de gestion (pour le cerf et pour le chamois, cette déclaration vient en complément du constat de tir mentionné à l'article 4).

Le bénéficiaire est dans l'obligation de déclarer chaque prélèvement d'espèces soumises à plan de chasse ou plan de gestion sanglier.

Ces déclarations doivent être réalisées sous 48 heures, de préférence par télédéclaration, en se connectant sur le site internet de la FDCV.

Tout prélèvement télédéclaré n'est plus à reporter sur le carnet de prélèvement.

Il est fait obligation de retourner le carnet de prélèvement en fin de campagne avant le 10 mars 2018 à la FDCV.

Article 6 : par ailleurs, il est fait obligation :

- de présenter au cours d'une exposition organisée par la FDCV, à l'issue de la campagne de chasse, le trophée avec le demi maxillaire inférieur des cerfs mâles tués tout au long de la campagne et des chevreuils mâles tués en période d'ouverture spécifique de la chasse individuelle et silencieuse du chevreuil, ainsi que les chamois.
- d'adresser toute demande de plan de chasse et (ou) de plan de gestion sanglier (annexée au carnet de prélèvements) concernant la prochaine campagne, avant le 10 mars de chaque année. Le cas échéant, la demande précisera le refus de bénéficier d'une autorisation préfectorale individuelle de chasse pendant les périodes d'ouverture de chasse spécifique et jusqu'à la date de l'ouverture générale.

Article 7 : La période d'ouverture générale de la chasse à tir et de la chasse au vol est fixée, dans le département des Vosges :

du 17 septembre 2017 à 8 h 00 au 28 février 2018 au soir

Sont concernées les espèces suivantes :

- ❖ **mammifères** : blaireau, fouine, martre, putois, hermine, belette, ragondin, rat musqué, chien viverrin, vison d'Amérique, raton laveur ;
- ❖ **oiseaux** : corbeau freux, corneille noire, pie bavarde, geai des chênes, étourneau sansonnet.

Article 8 : Par dérogation à l'article 7, les espèces gibier figurant dans les tableaux ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates et dans le respect des conditions spécifiques suivantes.

ONGULÉS – GIBIER SÉDENTAIRE

Seuls les bénéficiaires d'un plan de chasse et (ou) d'un plan de gestion sanglier sont autorisés à chasser ce type de gibier.

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf élaphe (voir dispositions particulières à l'article 11)	01/09/17	28/02/18	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} septembre 2017 au 30 septembre 2017, uniquement en chasse individuelle et silencieuse sous réserve de disposer au minimum d'un bracelet de cerf mâle et d'être titulaire d'une autorisation préfectorale individuelle.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} octobre 2017 au 14 octobre 2017, uniquement en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 15 octobre 2017 au 31 janvier 2018, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce cerf, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février 2018 au 28 février 2018, en chasse individuelle et silencieuse. Durant cette période, l'espèce cerf pourra également être chassée en battue sauf dans les 4 massifs 10, 11, 12 et 13.</p>
Chevreuil (voir dispositions particulières à l'article 11)	01/06/17	28/02/18	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir du chevreuil mâle, tous âges confondus, tous les jours du 1^{er} juin 2017 au 14 août 2017, uniquement en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve de disposer au minimum d'un bracelet de brocard et d'être titulaire d'une autorisation préfectorale individuelle.</p> <p>Tir de l'espèce chevreuil, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 15 août 2017 au 16 septembre 2017, uniquement en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une autorisation préfectorale individuelle.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce chevreuil, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 17 septembre 2017 au 31 janvier 2018, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce chevreuil, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février 2018 au 28 février 2018, en chasse individuelle et silencieuse. Durant cette période, l'espèce chevreuil pourra également être chassée en battue sauf dans les 4 massifs 10, 11, 12 et 13.</p>
Chamois	01/09/17	28/02/18	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir de l'espèce chamois, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} septembre 2017 au 16 septembre 2017, uniquement en chasse individuelle et silencieuse sous réserve d'être titulaire d'une autorisation préfectorale individuelle.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce chamois, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 17 septembre 2017 au 31 janvier 2018, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce chamois, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février 2018 au 28 février 2018, uniquement en chasse individuelle et silencieuse.</p>
Sanglier (voir dispositions particulières à l'article 11)	01/06/17	28/02/18	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} juin 2017 au 14 août 2017, en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une autorisation préfectorale individuelle et dans le respect des conditions fixées à l'article 11. Ce même article précise les conditions particulières qui peuvent permettre exceptionnellement de chasser cette espèce en battue durant cette période.</p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 15 août 2017 au 16 septembre 2017, en chasse individuelle et silencieuse et en battue de 5 tireurs au moins, en plaine ou dans les boqueteaux d'une superficie inférieure à 15 hectares non attenants à un autre massif boisé.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 17 septembre 2017 au 31 janvier 2018, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce sanglier, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} février 2018 au 28 février 2018, en chasse individuelle et silencieuse. Durant cette période, l'espèce sanglier pourra également être chassée en battue sauf dans les 4 massifs 10, 11, 12 et 13.</p>

ONGULÉS – PARC DE CHASSE

Seuls les bénéficiaires d'un plan de chasse sont autorisés à chasser ce type de gibier.

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Daim Cerf sika Mouflon	01/06/17	28/02/18	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir des espèces daim, cerf sika et mouflon, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1^{er} juin 2017 au 16 septembre 2017, uniquement en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une autorisation préfectorale individuelle.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir des espèces daim, cerf sika et mouflon, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 17 septembre 2017 au 31 janvier 2018, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir des espèces daim, cerf sika et mouflon, tous sexes et âges confondus, tous les jours du 1er février 2018 au 28 février 2018, uniquement en chasse individuelle et silencieuse.</p>

PETIT GIBIER – GIBIER SÉDENTAIRE

(voir dispositions particulières à l'article 11)

Pour les espèces lièvre d'Europe, lapin de garenne, perdrix grise, faisans (colchide, obscur), seuls les bénéficiaires d'un plan de gestion sont autorisés à chasser ce type de gibier.

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Lièvre d'Europe	15/10/17	01/11/17	Tous les jours
Lapin de garenne	17/09/17	28/02/18	Tous les jours – chasse avec furet autorisée
Perdrix grise	17/09/17	30/09/17	Tous les jours
Perdrix rouge	17/09/17	31/01/18	Tous les jours
Faisans (Colchide, obscur)	17/09/17	31/01/18	Coq : tous les jours, du 17 septembre 2017 au 31 janvier 2018 Poule : tous les jours, du 17 septembre 2017 au 30 septembre 2017 .
Faisan vénéré	17/09/17	31/01/18	Tous les jours
Renard	01/06/17	28/02/18	<p style="text-align: center;"><u>Ouverture spécifique</u></p> <p>Tir de l'espèce renard tous les jours du 1^{er} juin 2017 au 14 août 2017, en chasse individuelle et silencieuse, sous réserve d'être titulaire d'une autorisation préfectorale individuelle pour la chasse du chevreuil ou du sanglier avant l'ouverture générale et dans le respect des conditions fixées à l'article 11.</p> <p>Tir de l'espèce renard, tous les jours du 15 août 2017 au 16 septembre 2017, en chasse individuelle et silencieuse et en battue de 5 tireurs au moins, en plaine ou dans les boqueteaux d'une superficie inférieure à 15 hectares non attenants à un massif boisé, dans les mêmes conditions que ci-dessus (autorisation préfectorale individuelle et conditions fixées à l'article 11).</p> <p style="text-align: center;"><u>Ouverture générale</u></p> <p>Tir de l'espèce renard, tous les jours du 17 septembre 2017 au 31 janvier 2018, en battue et en chasse individuelle et silencieuse.</p> <p>Tir de l'espèce renard, tous les jours du 1er février 2018 au 28 février 2018, en battue, et en chasse individuelle et silencieuse pour les détenteurs d'un plan de chasse grand gibier et (ou) d'un plan de gestion sanglier.</p>

PETIT GIBIER – OISEAUX DE PASSAGE

(Arrêtés ministériels du 24/03/06 et du 19/01/09 modifiés)

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Bécasse des bois (arrêté ministériel du 31/05/11)	17/09/17	20/02/18	Chasse autorisée tous les jours. Cette espèce est soumise à prélèvement maximal autorisé fixé, par chasseur et sur l'ensemble du territoire métropolitain, à trente bécasses pour la saison de chasse. Seuls sont autorisés à tirer la bécasse les chasseurs munis de leur carnet individuel de prélèvement. A l'issue de chaque prélèvement et sur les lieux-même de la capture, le dispositif réglementaire de marquage devra être apposé sur l'une des pattes de l'oiseau et le carnet de prélèvement devra être complété.
Pigeons (ramier, biset, colombin)	17/09/17	20/02/18	Chasse autorisée tous les jours. Du 11 février au 20 février chasse autorisée uniquement à poste fixe matérialisé de main d'homme.
Caille des blés	26/08/17	20/02/18	Chasse autorisée tous les jours.
Merle noir, Grives (litorne, musicienne, mauvis, draine)	17/09/17	10/02/18	Chasse autorisée tous les jours.
Tourterelles (turque, des bois)	17/09/17	20/02/18	Chasse autorisée tous les jours. La tourterelle des bois peut être chassée à compter du 26 août mais uniquement à poste fixe matérialisé de main d'homme et à plus de 300 mètres de tout bâtiment.
Alouette des champs	17/09/17	31/01/18	Chasse autorisée tous les jours.

PETIT GIBIER – GIBIER D'EAU

(Arrêtés ministériels du 24/03/06 modifié, du 19/01/09 modifié, et du 24/07/13)

Espèces	Dates d'ouverture	Dates de fermeture	Conditions spécifiques de chasse
Canards de surface et rallidés *	17/09/17	31/01/18	Chasse autorisée tous les jours. À compter du 21 août 2017 à 6 h 00 et jusqu'au 16 septembre 2017 , ces espèces (hormis la bécassine des marais, la bécassine sourde, et les 10 espèces listées ci-dessous au niveau de l'astérisque *) peuvent toutefois être chassées mais uniquement dans les marais non asséchés et sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau ; la recherche et le tir de ces gibiers ne sont autorisés qu'à distance maximale de trente mètres de la nappe d'eau sous réserve de disposer du droit de chasse sur celle-ci. Du 5 août 2017 à 6 h 00 et jusqu'au 21 août 2017 à 6 h 00 , la bécassine des marais et la bécassine sourde peuvent toutefois être chassées sur les seules prairies humides et les zones de marais non asséchées spécifiquement aménagées pour la chasse de ces deux espèces, entre 10h et 17h.
Limicoles *	17/09/17	31/01/18	
Canards plongeurs *	17/09/17	31/01/18	
Oies	17/09/17	31/01/18	
Ouette d'Égypte	21/08/17	10/02/18	Chasse autorisée tous les jours.

* les espèces suivantes peuvent être chassées à compter du 15 septembre 2017 à 7 h 00 : canard chipeau, fuligule milouin, fuligule morillon, nette rousse, foulque macroule, râle d'eau et poule d'eau. Le vanneau huppé ne peut être chassé qu'à compter du 17 septembre 2017.

La chasse de la barge à queue noire et du courlis cendré est suspendue sur l'ensemble du territoire métropolitain jusqu'au 30 juillet 2018.

Il est rappelé que l'emploi de la grenaille de plomb est interdit dans les zones humides mentionnées à l'article L424-6 du code de l'environnement ; le tir à balle de plomb du grand gibier demeure toutefois autorisé sur ces zones.

Article 9 : Les espèces non citées dans les articles 7 et 8 du présent arrêté ne sont pas chassables sur le département des Vosges.

Article 10 – Conditions générales d'exercice de la chasse

Le matériel nécessaire pour la pratique de la chasse individuelle et silencieuse en période d'ouverture spécifique et durant le mois de février est le suivant : arme à canon rayé équipée d'une lunette de tir ou arc de chasse avec utilisation de jumelles d'observation. Il est, en outre, rappelé que les viseurs « à point rouge » sont également autorisés.

Durant les périodes et sur les lots où seule la chasse individuelle et silencieuse (à l'affût ou à l'approche) est autorisée, toute combinaison simultanée de ces deux modes de chasse, sur une même zone de chasse ou sur des zones contiguës, au sein d'un même territoire de plan de chasse et (ou) de plan de gestion, de même que toute utilisation faite sciemment d'un quelconque moyen de rabat visant à déranger le gibier environnant et à le mettre en mouvement, sont prohibées.

Article 11 – Dispositions particulières

• Espèce cerf

Il est possible de baguer un faon de cerf à raison d'un seul par plan de chasse avec un bracelet de cerf mâle (CEM) ou de biche (CEF).

À compter du 1^{er} janvier, il est possible de baguer une biche (CEF) avec un bracelet de faon (CEJ) à raison d'une seule fois par plan pour la présente campagne.

Le premier tir d'un cerf moine ou à boutons (dépourvu de bois) pourra, sur demande du bénéficiaire du plan de chasse, être remplacé par un bracelet de cerf mâle (CEM). Si un ou plusieurs nouveaux tirs de cerfs moines sont effectués sur un même plan de chasse, les nouveaux bracelets de remplacement ne pourront servir que pour baguer un cerf moine ou à boutons exclusivement.

• Espèce chevreuil

Le chevillard (présence de prémolaires trilobées) pourra indifféremment être muni d'un bracelet CHM ou CHF quel que soit son sexe.

En cas d'épuisement des bracelets du plan de tir « chevreuil » pour un sexe donné, le détenteur du plan pourra, dans la limite d'un animal par campagne de chasse, utiliser un dispositif de baguage de l'autre sexe.

• Espèce sanglier (période du 1^{er} juin au 14 août 2017)

À compter du 1^{er} juin 2017, il sera également possible de chasser l'espèce sanglier en battue après autorisation préfectorale individuelle. Toutefois, cette possibilité ne s'appliquera que sur demande expresse des bénéficiaires de plans de gestion, après consultation et avis de la FDCV, et uniquement sur certaines communes, au regard du montant des dégâts et/ou des données recueillies sur les populations de sangliers. Les bénéficiaires de ces éventuelles autorisations devront enfin :

- réaliser des battues sans chien,
- fournir impérativement et au préalable un calendrier des battues,
- fournir obligatoirement un bilan des prélèvements réalisés lors de ces battues avant le 16 septembre 2017.

• Espèce renard

Conformément à l'article R424-8 du code de l'environnement, toute personne autorisée à chasser le chevreuil ou le sanglier avant l'ouverture générale peut également chasser le renard dans le respect des conditions spécifiques relatives à la chasse de ces espèces.

• Espèces lièvre d'Europe, lapin de garenne, perdrix (grise, rouge), faisans (colchide, obscur, vénéré) et tout gibier d'eau

Les espèces suivantes, lièvre d'Europe, lapin de garenne, perdrix (grise), faisans (colchide, obscur) font l'objet du plan de gestion relatif au petit gibier susvisé.

Article 12 – Chasse en temps de neige

La chasse en temps de neige est autorisée uniquement dans les cas suivants :

- la chasse au gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- l'application du plan de chasse grand gibier et (ou) l'application du plan de gestion sanglier,
- la chasse au renard,
- la vénerie sous terre.

Article 13 – Jachère faune sauvage

La chasse est interdite sur l'ensemble des territoires mis en jachère faune sauvage selon la liste établie par la FDCV et communiquée à l'ONCFS, considérant que l'objectif de ces mesures est la sauvegarde du grand ou du petit gibier et que ces territoires sont des zones de repos, de reproduction et de gagnage.

Article 14 – Chasse à l'arc

La pratique de la chasse à tir à l'arc est autorisée dans le respect des prérogatives de l'arrêté ministériel du 15 février 1995 modifié. relatif à l'exercice de la chasse à l'arc.

Article 15 – Chasse à courre, à Cor et à Cri

La chasse à courre, à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2017 au 31 mars 2018.

Elle concerne, au titre de la grande vénerie, les espèces cerf élaphe, chevreuil, sanglier, daim, et au titre de la petite vénerie et de la chasse sous terre, les espèces lièvre, lapin de garenne, blaireau, ragondin et renard.

Elle est réglementée par l'arrêté ministériel du 18 mars 1982 modifié.

La clôture de la vénerie sous terre intervient quant à elle le 15 janvier 2018.

La poursuite sur les héritages voisins des animaux levés est subordonnée à l'accord des différents détenteurs du droit de chasse.

Article 16 – Heures légales de chasse

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol suivant les distinctions établies par des arrêtés du ministre chargé de la chasse. Le jour s'étend du temps qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher (cf annexe 1 – tableau des horaires du lever et du coucher du soleil).

Il donne également le droit de chasser le gibier d'eau à la passée à partir de deux heures avant le lever du soleil et jusqu'à deux heures après son coucher dans les lieux mentionnés dans l'article L424-6 du code de l'environnement.

Article 17 – Sécurité à la chasse

Toute personne participant directement ou indirectement à une action de chasse, en battue, devra se conformer scrupuleusement aux obligations en la matière figurant au schéma départemental de gestion cynégétique.

Article 18 – Délais et voies de recours

Des demandes de révision des décisions individuelles peuvent être introduites auprès du préfet. Pour être recevables, ces demandes doivent être adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de la décision contestée : les demandes de révision doivent être dûment motivées. Le défaut de réponse dans un délai d'un mois vaut décision implicite de rejet.

Article 19 : La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges la sous-préfète de Neufchâteau, les maires, le directeur départemental des territoires, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Vosges, le directeur départemental de la sécurité publique, le délégué départemental de l'ONF, le chef du service départemental de l'ONCFS, les lieutenants de louveterie, le président et les agents de développement de la FDCV, les gardes-champêtres, les gardes-chasse particuliers assermentés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans chaque commune par le soin des maires. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges.

Epinal, le 17 MAI 2017

Le préfet


Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ANNEXE 1

HORAIRES DU LEVER ET DU COUCHER DU SOLEIL saison 2017/2018

La loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux prévoit dans l'article 167 (II et III) que : "Art L. 424-4. - Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol, suivant les distinctions établies par des arrêtés du ministre chargé de la chasse. Le jour s'entend du temps qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher. Il donne également le droit de chasser le gibier d'eau à la passée, à partir de deux heures avant le lever du soleil et jusqu'à deux heures après son coucher, dans les lieux mentionnés à l'article L. 424-6.

Département : VOSGES

Chef-lieu du Département : Epinal

Diminuer d'une heure le lever et augmenter d'une heure le coucher pour avoir les heures légales de chasse.

juin 2017				juillet 2017				août 2017				septembre 2017				octobre 2017			
jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher	
1	J	05h38	21h26	1	S	05h38	21h37	1	M	06h09	21h10	1	V	06h51	20h15	1	D	07h33	19h13
2	V	05h37	21h27	2	D	05h38	21h37	2	M	06h11	21h08	2	S	06h53	20h13	2	L	07h34	19h11
3	S	05h36	21h28	3	L	05h39	21h37	3	J	06h12	21h07	3	D	06h54	20h11	3	M	07h36	19h09
4	D	05h36	21h29	4	M	05h40	21h36	4	V	06h13	21h05	4	L	06h56	20h09	4	M	07h37	19h07
5	L	05h35	21h29	5	M	05h40	21h36	5	S	06h15	21h04	5	M	06h57	20h07	5	J	07h39	19h05
6	M	05h35	21h30	6	J	05h41	21h36	6	D	06h16	21h02	6	M	06h58	20h05	6	V	07h40	19h03
7	M	05h35	21h31	7	V	05h42	21h35	7	L	06h17	21h01	7	J	07h00	20h03	7	S	07h42	19h01
8	J	05h34	21h32	8	S	05h43	21h35	8	M	06h19	20h59	8	V	07h01	20h01	8	D	07h43	18h59
9	V	05h34	21h32	9	D	05h43	21h34	9	M	06h20	20h57	9	S	07h02	19h59	9	L	07h44	18h57
10	S	05h34	21h33	10	L	05h44	21h33	10	J	06h21	20h56	10	D	07h04	19h56	10	M	07h46	18h55
11	D	05h33	21h34	11	M	05h45	21h33	11	V	06h23	20h54	11	L	07h05	19h54	11	M	07h47	18h53
12	L	05h33	21h34	12	M	05h46	21h32	12	S	06h24	20h52	12	M	07h07	19h52	12	J	07h49	18h51
13	M	05h33	21h35	13	J	05h47	21h31	13	D	06h25	20h51	13	M	07h08	19h50	13	V	07h50	18h49
14	M	05h33	21h35	14	V	05h48	21h30	14	L	06h27	20h49	14	J	07h09	19h48	14	S	07h52	18h47
15	J	05h33	21h36	15	S	05h49	21h30	15	M	06h28	20h47	15	V	07h11	19h46	15	D	07h53	18h45
16	V	05h33	21h36	16	D	05h50	21h29	16	M	06h30	20h45	16	S	07h12	19h44	16	L	07h55	18h43
17	S	05h33	21h37	17	L	05h51	21h28	17	J	06h31	20h44	17	D	07h13	19h42	17	M	07h56	18h41
18	D	05h33	21h37	18	M	05h52	21h27	18	V	06h32	20h42	18	L	07h15	19h40	18	M	07h58	18h39
19	L	05h33	21h37	19	M	05h54	21h26	19	S	06h34	20h40	19	M	07h16	19h38	19	J	07h59	18h37
20	M	05h33	21h37	20	J	05h55	21h25	20	D	06h35	20h38	20	M	07h18	19h36	20	V	08h01	18h35
21	M	05h33	21h38	21	V	05h56	21h24	21	L	06h36	20h36	21	J	07h19	19h34	21	S	08h02	18h34
22	J	05h34	21h38	22	S	05h57	21h23	22	M	06h38	20h34	22	V	07h20	19h31	22	D	08h04	18h32
23	V	05h34	21h38	23	D	05h58	21h21	23	M	06h39	20h32	23	S	07h22	19h29	23	L	08h05	18h30
24	S	05h34	21h38	24	L	05h59	21h20	24	J	06h40	20h31	24	D	07h23	19h27	24	M	08h07	18h28
25	D	05h35	21h38	25	M	06h01	21h19	25	V	06h42	20h29	25	L	07h25	19h25	25	M	08h08	18h26
26	L	05h35	21h38	26	M	06h02	21h18	26	S	06h43	20h27	26	M	07h26	19h23	26	J	08h10	18h25
27	M	05h35	21h38	27	J	06h03	21h17	27	D	06h45	20h25	27	M	07h27	19h21	27	V	08h11	18h23
28	M	05h36	21h38	28	V	06h04	21h15	28	L	06h46	20h23	28	J	07h29	19h19	28	S	08h13	18h21
29	J	05h36	21h38	29	S	06h06	21h14	29	M	06h47	20h21	29	V	07h30	19h17	passage en heure d'hiver			
30	V	05h37	21h38	30	D	06h07	21h13	30	M	06h49	20h19	30	S	07h32	19h15	29	D	07h14	17h20
				31	L	06h08	21h11	31	J	06h50	20h17					30	L	07h16	17h18
																31	M	07h18	17h16

novembre 2017				décembre 2017				janvier 2018				février 2018				mars 2018			
jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher		jour	Lever	coucher	
1	M	07h19	17h15	1	V	08h03	16h42	1	L	08h24	16h50	1	J	08h02	17h33	1	J	07h15	18h18
2	J	07h21	17h13	2	S	08h04	16h42	2	M	08h24	16h51	2	V	08h01	17h35	2	V	07h13	18h19
3	V	07h22	17h12	3	D	08h06	16h41	3	M	08h24	16h52	3	S	07h59	17h36	3	S	07h11	18h21
4	S	07h24	17h10	4	L	08h07	16h41	4	J	08h24	16h53	4	D	07h58	17h38	4	D	07h09	18h22
5	D	07h25	17h09	5	M	08h08	16h41	5	V	08h24	16h55	5	L	07h56	17h39	5	L	07h07	18h24
6	L	07h27	17h07	6	M	08h09	16h40	6	S	08h24	16h56	6	M	07h55	17h41	6	M	07h05	18h25
7	M	07h28	17h06	7	J	08h10	16h40	7	D	08h23	16h57	7	M	07h54	17h43	7	M	07h03	18h27
8	M	07h30	17h04	8	V	08h11	16h40	8	L	08h23	16h58	8	J	07h52	17h44	8	J	07h01	18h28
9	J	07h31	17h03	9	S	08h12	16h40	9	M	08h23	16h59	9	V	07h50	17h46	9	V	06h59	18h30
10	V	07h33	17h02	10	D	08h13	16h40	10	M	08h22	17h01	10	S	07h49	17h48	10	S	06h57	18h31
11	S	07h35	17h00	11	L	08h14	16h40	11	J	08h22	17h02	11	D	07h47	17h49	11	D	06h55	18h33
12	D	07h36	16h59	12	M	08h15	16h40	12	V	08h21	17h03	12	L	07h46	17h51	12	L	06h53	18h34
13	L	07h38	16h58	13	M	08h16	16h40	13	S	08h21	17h04	13	M	07h44	17h52	13	M	06h51	18h36
14	M	07h39	16h57	14	J	08h17	16h40	14	D	08h20	17h06	14	M	07h42	17h54	14	M	06h49	18h37
15	M	07h41	16h55	15	V	08h18	16h40	15	L	08h19	17h07	15	J	07h41	17h56	15	J	06h47	18h39
16	J	07h42	16h54	16	S	08h18	16h40	16	M	08h19	17h09	16	V	07h39	17h57	16	V	06h45	18h40
17	V	07h44	16h53	17	D	08h19	16h41	17	M	08h18	17h10	17	S	07h37	17h59	17	S	06h43	18h42
18	S	07h45	16h52	18	L	08h20	16h41	18	J	08h17	17h11	18	D	07h36	18h00	18	D	06h41	18h43
19	D	07h47	16h51	19	M	08h20	16h41	19	V	08h16	17h13	19	L	07h34	18h02	19	L	06h39	18h45
20	L	07h48	16h50	20	M	08h21	16h42	20	S	08h15	17h14	20	M	07h32	18h04	20	M	06h37	18h46
21	M	07h50	16h49	21	J	08h21	16h42	21	D	08h15	17h16	21	M	07h30	18h05	21	M	06h35	18h48
22	M	07h51	16h48	22	V	08h22	16h43	22	L	08h14	17h17	22	J	07h28	18h07	22	J	06h33	18h49
23	J	07h52	16h47	23	S	08h22	16h43	23	M	08h13	17h19	23	V	07h27	18h08	23	V	06h31	18h51
24	V	07h54	16h47	24	D	08h23	16h44	24	M	08h12	17h20	24	S	07h25	18h10	24	S	06h29	18h52
25	S	07h55	16h46	25	L	08h23	16h45	25	J	08h10	17h22	25	D	07h23	18h11	passage en heure d'été			
26	D	07h57	16h45	26	M	08h23	16h45	26	V	08h09	17h24	26	L	07h21	18h13	25	D	07h27	18h54
27	L	07h58	16h44	27	M	08h24	16h46	27	S	08h08	17h25	27	M	07h19	18h15	26	L	07h25	19h55
28	M	07h59	16h44	28	J	08h24	16h47	28	D	08h07	17h27	28	M	07h17	18h16	27	M	07h23	19h56
29	M	08h01	16h43	29	V	08h24	16h48	29	L	08h06	17h28					28	M	07h21	19h58
30	J	08h02	16h43	30	S	08h24	16h49	30	M	08h05	17h30					29	J	07h18	19h59
				31	D	08h24	16h49	31	M	08h03	17h31					30	V	07h16	20h01
																31	S	07h14	20h02